

Selon vous - et d'après votre expérience -, en quoi un état civil fiable et inclusif peut-il renforcer la participation des citoyens (et en particulier des Femmes) à la prise de décision, tant au niveau local que national ?

La Recommandation 40 du CEDEF -Comité pour l'élimination de la discrimination contre les femmes est très importante parce qu'il pose **le cadre normatif essentiel** pour la participation des femmes à la vie citoyenne. Et cela commence évidemment par leur existence légale dans un état civil fiable. On l'oublie trop souvent, l'état civil est la pierre angulaire de nos démocraties, puisque sans existence légale, on n'a aucun droit. Le fait que dans de nombreux pays, les femmes ne puissent toujours pas passer leur nationalité à leurs conjoints ou à leurs enfants est un déni de démocratie.

L'inscription sur les listes électorales, à laquelle se réfère la Recommandation 40, et la possibilité pour les femmes de se présenter aux élections sont donc évidemment des pas essentiels. Mais pas suffisants. Parce que comme le dit très bien la Recommandation 40, il faut encore travailler sur les institutions et leur culture.

Or les chiffres sur la participation des femmes à la vie politique sont clairs. Nous sommes loin de l'égalité. Les dernières statistiques publiées par l'Union interparlementaire, qui fait un travail remarquable sur cette question, montre que le mois dernier, seulement 26 % des parlementaires au niveau mondial étaient des femmes. Elles sont encore moins bien représentées parmi les présidents de chambre (23%).

La situation n'est pas plus brillante du côté des exécutifs. **Au 1er octobre 2024, seuls 19 pays avaient une femme chef d'État et 17 pays une femme chef de gouvernement. Les données compilées par ONU Femmes montrent que les femmes représentent 23,3 % des ministres.**

Les portefeuilles les plus souvent occupés par des femmes ministres sont ceux des Femmes et égalité des sexes, puis Affaires familiales et de l'enfance, Inclusion sociale et développement, Protection sociale et sécurité sociale, et Affaires autochtones et des minorités.

Mais **le principal obstacle** à une meilleure représentation des femmes dans nos instances n'est pas leur non-inscription sur les listes électorales. C'est **le sexisme, le harcèlement et la violence fondée sur le genre.**

Les rapports de l'UIP montrent clairement que **les abus sexistes persistent dans tous les parlements et dans toutes les régions du monde.** Une enquête menée l'UIP auprès de femmes parlementaires du monde entier a révélé que 82 % d'entre elles avaient subi des violences psychologiques, qu'il s'agisse de remarques sexistes, de menaces ou de harcèlement. Tant que des solutions efficaces ne seront pas mises en place pour lutter contre ce problème, il continuera à décourager les femmes d'entrer en politique et à entraver les progrès vers l'égalité des sexes dans la société en général.

Malheureusement, les technologies numériques ont tendance à empirer la situation. De façon générale, les femmes sont 27 fois plus susceptibles d'être victimes de harcèlement en ligne que les hommes. Cette violence en ligne affecte la santé mentale des femmes, peut les réduire au silence et influencer leurs choix de carrière, ce qui les conduit à se retirer de la vie publique. Nous espérons d'ailleurs travailler l'an prochain avec une organisation partenaire sur une initiative combinant des outils d'IA avancés pour la modération de contenu en ligne qui permettrait de détecter et masquer des messages haineux adressés aux femmes actives en politique.

Quels sont les principaux obstacles rencontrés dans l'établissement d'un état civil fiable et complet, et comment ces défis impactent-ils la représentativité et l'implication de tous les citoyens (en particulier des Femmes) dans la prise de décision ?

En plus des obstacles juridiques, sociaux, culturels et économiques dont nous avons parlé, la reprise des conflits (les trois dernières années ont vu une aggravation considérable des conflits) dans le monde ne peut que rendre plus difficile l'établissement d'états civils fiables et inclusifs. On sait que les cadastres, archives et documents civils sont souvent détruits en zone de conflit, souvent délibérément.

Mais nous avons beaucoup parlé des obstacles, peut être devrions nous aussi parler des solutions. Si la plupart des pays du monde n'ont pas atteint la parité hommes-femmes, nous savons que les **quotas de femmes** ont largement contribué aux progrès réalisés au fil des ans. Dans les pays où des quotas de candidats sont prévus par la loi, la représentation des femmes est supérieure de cinq points de pourcentage et de sept points de pourcentage dans les parlements et les administrations locales, respectivement, par rapport aux pays qui ne disposent pas d'une telle législation.

Nous savons aussi quel impact a la représentation des femmes, et surtout des femmes politiques dans les médias, les stéréotypes fondés sur le sexe étant largement perpétués à la télévision, sur l'internet et dans la presse écrite. L'UPI cite une étude du Journal of Communication de 2020, qui a montré que « les femmes sont encore stéréotypées et dissociées de la vie publique et politique, et que l'association des femmes à l'apparence physique, à l'éducation et à la vie privée conduit les médias à se concentrer davantage sur les antécédents personnels, l'habillement, la situation matrimoniale et les enfants - ou l'absence d'enfants - d'une femme parlementaire. »

Éduquer les journalistes, attirer l'attention sur les préjugés et créer des projets qui surveillent le traitement par la presse des femmes politiques, parlementaires et candidates à la présidence - et documentent la couverture sexiste - sont autant de moyens efficaces d'accroître la représentation des femmes dans les médias.

On peut également accroître la participation par le biais de « caucus de femmes » dans les parlements. Ces groupes parlementaires de femmes permettent aux femmes de collaborer au-delà des lignes de parti pour promouvoir la législation sur l'égalité des sexes et d'autres agendas qu'elles peuvent avoir en commun malgré leurs divergences. Ils peuvent contribuer à accroître leur influence au sein des parlements, où elles sont souvent en minorité numérique.

De façon générale, il nous faut travailler en profondeur à changer les perceptions que le monde a du leadership politique. Mary Robinson, première femme présidente d'Irlande et jusqu'à très récemment présidente du groupe The Elders, disait il y a deux semaines ici à Genève dans son KA Geneva Peace Address : « L'échec actuel du leadership n'est pas neutre du point de vue du genre ». La Fondation travaille sur les questions de leadership politique, et l'une de nos priorités est de montrer qu'un leadership plus inclusif et représentation de la population est infiniment mieux placé pour résoudre les grands enjeux d'aujourd'hui.